

print

Quel boom des classes moyennes en Afrique ? (partie 3)

De [Jean Nanga](#)

Global Research, janvier 11, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/quel-boom-des-classes-moyennes-en-afrique-partie-3/5424121>

Photo : CC – Kigali Wire

[Première partie](#)[Seconde partie](#)

La classification établie par les experts d'une bafd (Banque Africaine de développement), par ailleurs bien consciente que la croissance des PIBafricains est aussi celle des inégalités, effectivement exponentielle, peut rappeler l'idéologie états-unienne d'une « class-less society, but as a resolutely middle class one [1] » – les riches n'en étant que le sommet. Ce qui rendait, rend encore non opérationnel, dans la sociologie mainstream locale, le concept de “classes sociales” et l'évocation de la lutte consubstantielle à leur existence.

Une convention entre sociologues qui ne correspond pas du tout à la réalité sociale états-unienne [2]. Mais, vu le relativisme des sciences sociales ou politiques, cela n'a pas empêché l'adaptation de cette grille de lecture aux sociétés européennes, surtout à partir des années 1980, par certain-e-s sociologues européen-ne-s [3]. À l'instar d'un Alain Touraine qui prétendait avoir constaté, au summum des “trente glorieuses”, un passage de la société industrielle à la « *société postindustrielle* » se caractérisant par le passage d'une « *société verticale* » à une « *société horizontale* », etc. C'était plus de la jonglerie intellectuelle, politiquement déterminée, qui ne correspondait pas du tout à la réalité sociale, comme c'est le cas avec les griots actuels de la classe moyenne africaine en croissance extraordinaire, prodrome d'une moyennisation des sociétés africaines par la croissance néolibérale. Car, derrière la classe moyenne en croissance prétendument extraordinaire, c'est le néolibéralisme tel qu'organisé par les programmes d'ajustement structurel ou le « *Consensus de Washington* », accordant une centralité/souveraineté au capital privé, qui est célébré, même si dans un pays comme le Gabon, la classe moyenne renvoie plus aux fonctionnaires [4]. La deuxième édition de Forbes Afrique (Brazzaville, 2013) lui a été consacrée, sous le thème général : « *Émergence des classes moyennes africaines : financements des infrastructures, entrepreneuriat et nouveaux modes de consommation* ». Ainsi, l'expression « *classe moyenne émergente* » ne renvoie pas par exemple à la tranche supérieure des fonctionnaires, qui compte aussi une masse de jeunes. Mais, elle désigne principalement cette nouvelle couche moyenne, liée aux métiers de l'informatique, de la finance et du large spectre de l'affairisme, à l'instar des buppies sud-africain-e-s – une partie des 4,7 % de la tranche haute de la classe moyenne – dont la vie (leur être et leurs projets) est une apologie pratique, une publicité du néolibéralisme, aussi bien par l'ostentation de son consumérisme que par son éloignement de la culture émancipatrice, tels que souvent présentés dans les films de Nollywood (la version nigériane d'Hollywood).

On peut se demander si cette publicité faite à ladite « *classe moyenne émergente* » africaine n'est pas aussi, au-delà de l'Afrique, une adresse à certaines sociétés du centre capitaliste, surtout de sa périphérie dans l'Union européenne, aujourd'hui confrontées à la perversité sociale (fonctionnement non-stop du « *descendeur social* », chômage critique des jeunes diplômé-e-s, etc.) de l'intégration européenne néolibérale, manifestée par la crise de 2008, à l'ajustement structurel dit euphémiquement « *austérité* » ou « *rigueur* » [5] – on doit distinguer nominalement ce qui s'applique aux économies capitalistes sous-développées de ce qui l'est aux sociétés capitalistes développées, en dépit des ressemblances nullement superficielles. Le

message c'est qu'il faudrait passer par la case "ajustement structurel" ou par les "mesures d'austérité" de la Troïka (Banque centrale européenne, Commission de Bruxelles et FMI) qui permettront le retour à une croissance économique soutenue, déclenchant inévitablement un nouvel essor de la classe moyenne, comme pendant leurs "trente glorieuses". En France, par exemple du Pacte de responsabilité de l'actuel gouvernement, inspiré par le patronat, surgiront un million d'emplois. Il y en aura aussi, probablement, pour accroître la classe moyenne.

De la classification à la réalité

Pour revenir à la classe moyenne africaine, il est indéniable qu'est particulièrement visible en Afrique du Sud l'émergence d'une nouvelle classe moyenne noire, sans comparaison avec celle qui existait déjà pendant les dernières années de l'apartheid constitutionnel. Un phénomène qui s'explique par, entre autres, la migration massive d'une partie de la classe moyenne blanche – en 2005, on estimait entre 750 000 et 900 000 Sud-Africains blancs/blanches ayant quitté leur pays depuis 1994 [6] – ne se sentant pas en sécurité dans la nouvelle Afrique du Sud, et/ou ayant accepté le licenciement indemnisé, libérant ainsi de nombreux postes de travail devant être attribués aux "Noir-e-s" [7] dans le cadre de la « *discrimination positive* » post-apartheid. En fait, il s'agit plus d'un grand changement dans la composition raciale de la classe moyenne que d'une croissance exponentielle de son pourcentage dans la population : « *la classe moyenne intermédiaire n'a pratiquement pas évolué depuis 1993, puisque sa part dans la population est passée de 19,2 % à 20,4 % en 2010. Pire cette stagnation s'est accompagnée d'un déclin relatif de sa part dans le revenu national de 55,8 % à 49,7 % [Même s'il y a eu] une forte augmentation de la part de la population noire dans la classe moyenne intermédiaire, puisqu'on observe en fait son quasi-doublement en 1993 et 2008, de 28,9 à 50,2 %. Les "Noirs" appartenant à la classe moyenne intermédiaire représentent désormais 12,9 % de la population "noire" totale [8].* »

Cependant, il n'est pas évident, à la lumière aussi de la trajectoire de la classe moyenne en d'autres endroits, ci-dessus évoqués, et moments du capitalisme, que cette augmentation ne connaîtra ni ralentissement ni stagnation, voire ne cédera pas le pas à une diminution, à moyen ou à long terme [9]. D'ailleurs, il semble que s'amorce déjà une régression sociale dans certains secteurs de la classe moyenne sud-africaine. Car en plus de son taux de chômage élevé (une personne active sur quatre), ce qui augmente la charge de la solidarité familiale, sur les revenus de nombreux membres de la classe moyenne, la société sud-africaine connaît déjà une baisse du pouvoir d'achat dans certaines tranches de la classe moyenne noire : « *38 % affirment n'avoir souvent pas les moyens de payer leurs factures* », selon une étude publiée en 2013 [10]. Ainsi, bon nombre ne partage pas l'afro-optimisme de la BAD, McKinsey Global Institute, Unilever Institute of Strategic Marketing, etc., sur la croissance continue de la classe moyenne, sa reproduction comme dirait Bourdieu : « *la plupart ressentent une amélioration de leur niveau de vie par rapport à celui de leurs parents, même si seulement peut d'entre eux pensent que cette même affirmation pourra s'appliquer à leurs enfants.* » (idem).

Il en est autant en Égypte où il a été question du basculement dans la pauvreté d'une partie de la classe moyenne suite à la décision, prise au deuxième trimestre 2014 (en plein Ramadan) par le gouvernement du nouvellement élu Abdel Fattah el-Sisi, d'augmenter le prix du carburant. Vu que la classe moyenne se sent contrainte de se déplacer en voiture personnelle, à cause de l'état déplorable des transports en commun égyptiens. Cette hausse ne pouvait que se répercuter sur les denrées alimentaires et autres produits de consommation courante. Pour apporter de l'énergie aux finances de l'État, les prix de l'eau et de l'électricité ont aussi augmenté.

Hausse des prix qui s'est produite aussi au Ghana. « *L'un des pays les plus étudiés* » en Afrique (dixit Carlos Lopes) a été vanté jusqu'à une date très récente pour la croissance soutenue de son PIB, avec une moyenne de 6,5 %, de 2005 à 2010 par exemple et pour ses progrès en matière sociale : une protection sociale, incluant la couverture "universelle" (excluant néanmoins) de soins de santé (National Health Insurance Scheme, depuis 2005 [11]), une réduction de l'écart entre les salaires des femmes et ceux des hommes (toujours avantagés évidemment). Le directeur du Centre de développement de l'OCDE faisait remarquer qu'« *au Ghana, le nombre de propriétaires d'automobiles et de motos a progressé de 81 % depuis 2006 [12]* ». Bref, une réduction des inégalités qu'indiquait les 46,6 % de classe moyenne dans la population, 19,8 % sans la « *classe flottante* », en 2010, selon l'étude de la BAD, 20 % de foyers, selon celle concernant 11 pays parmi les plus représentatifs, publiée par l'économiste de la Standard Bank en 2014 (Understanding Africa's middle class). D'ailleurs, un

débat public sur ladite étude a été organisé, avec la représentante de la BAfD au Ghana, en 2013. Au cours duquel ont été réfutés les critères de classement de presque la moitié de la population ghanéenne dans la classe moyenne. Ainsi, par exemple, reconnaissant dépenser entre 2 et 20 \$ par jour, une intervenante a affirmé : « *Je pense appartenir à la classe inférieure, parce que cet argent est à peine suffisant pour couvrir mes besoins de base.* [13] ». Autrement dit, elle était incapable d'épargner. Pire, a précisé un autre intervenant, vice-président d'un think-tank de la place : « *“Notre définition de la classe moyenne n'a rien à voir avec les revenus ou le niveau de confort” [...]“Elle est en lien avec la capacité à masquer la pauvreté... beaucoup de personnes qui sont considérées comme appartenant à la classe moyenne ont parfois des difficultés pour se nourrir... mais le fait est qu'ils peuvent tenir le mois entier sans avoir l'air sale ou pauvre. Certains d'entre eux ont des voitures, et il y a des jours où ils peuvent le plein d'essence...”* ». Ce que confirme d'ailleurs, un critère apparemment anodin : le pourcentage de la classe moyenne dans la population, sans la « *classe flottante* », 19,8 %, correspond presque à celui de la population urbaine faisant usage des installations sanitaires améliorées au Ghana, 19,9 %. La moyenne nationale est de 14,4 %, en 2012, soit moins que la moitié de la moyenne africaine de 30 %.

Cette critique ne s'est pas cantonnée dans le confort d'une salle. Elle s'est aussi manifestée dans la rue, à partir justement de l'année 2013. Dans un Ghana devenu pétrolier depuis décembre 2010, faisant ainsi passer la croissance du PIB de 7,7 % en 2010 à 14,4 % en 2011, et promis à de meilleures performances économiques les années suivantes, la croissance a dégringolé à 7,9 % en 2012, et à 4,4 % en 2013. Une mauvaise passe économique à laquelle le gouvernement tente de remédier en serrant un peu plus la vis néolibérale, sur recommandation du FMI contre un prêt. Ce qui ne peut qu'empirer la situation décrite ou décriée par les intervenant-e-s au débat sur la classe moyenne au Ghana. Ainsi, 2013 et 2014 ont vu descendre dans la rue, entre autres, des médecins, des pharmaciens et autres catégories socio-professionnelles identifiées ordinairement à la classe moyenne. Dans une pétition de la plate-forme syndicale unitaire, organisatrice de la manifestation de juillet 2014, avec le soutien de #occupyghana, le Ghana est redéfini comme « *un pays à revenus moyens avec des travailleurs à bas revenus* [14] ». En effet, il devenait difficile de payer régulièrement les factures d'eau et d'électricité – **en hausse de presque 60 % et de 78 % en moins d'un an** – bien que la fourniture de celle-ci soit assez aléatoire. Ce qui renchérit le coût des autres denrées de première nécessité. Par exemple la conservation des denrées périssables impose aux commerçant-e-s l'utilisation des groupes électrogènes, consommateurs de produits pétroliers, dont les prix ont connu au moins deux hausses en moins de deux ans, **jusqu'à 90 %**. **Pour la classe moyenne ayant accès aux prêts bancaires, la Banque du Ghana a procédé, en juin 2014, à une hausse du taux de 18 % à 19 %**.

La mobilisation ghanéenne pour la bonification des conditions de vie de certaines catégories socioprofessionnelles de la classe moyenne, ainsi que de critique de la corruption et du développement des inégalités, est aussi une bonne occasion pour apprécier le sens démocratique dans la nouvelle classe moyenne ghanéenne. En effet, y participe aussi, par exemple, le Concerned Ghanaians for Responsible Governance (CGRG), initiateur de #occupyflagstaffhouse (Flagstaff House, c'est le palais présidentiel ghanéen), dont les animateurs appartiennent aux « *classes libérales relativement aisées* » (« *relatively well-off professionals* »), selon des Chargés des Programmes de l'antenne Afrique du Third World Network [15]. Appartenance de classe qu'ils n'ont pas manqué de rappeler à l'occasion : « *beaucoup de manifestants qui se sont adressés à la presse, étrangement, cherchaient à se démarquer des autres tranches de la population ghanéenne, particulièrement celles étant perçues comme pauvre ou peu voire pas instruites, ou les deux, en proclamant qu'ils étaient de la “classe moyenne”* ». Et les deux observateurs de préciser : « *Le recours aux “classes” en marquant les tranches les plus pauvres de la société ghanéenne comme indésirables, pourrait être un syndrome enraciné chez les classes moyennes* », laissant l'impression qu'elle se considère comme la principale victime du manque de « *bonne gouvernance* », de la violation de la démocratie. Ce qui est en phase avec le bavardage, ne concernant pas que le Ghana, sur la classe-moyenne-moteur-du-développement et la « *société civile* » veillant à la « *bonne gouvernance* » du système ; les gouvernant-e-s étant en permanence tenté-e-s de s'en écarter. Il y a comme une adhésion à l'idéologie de la fin des idéologies, de la fin de l'histoire. Celle-ci étant considérée comme en consécration avec l'atteinte supposée du stade développé du capitalisme en Afrique. « *Le temps de l'Afrique est arrivé* », disait Nelson Mandela.

À cette idéologie, échappent encore trop peu d'organisations africaines de la société civile –

souvent animées par des membres de la classe moyenne – ainsi que des partis politiques – dont l’accession au pouvoir permet en général à des membres de la classe moyenne d’en sortir, de passer à la « *classe riche* », y compris des ancien-ne-s activistes de la « *société civile* ». **Ce n’est pas une particularité de l’Afrique, en ces temps de globalisation avancée de la domination, au cours de laquelle le milliardaire Warren Buffett a considéré que c’est sa classe sociale qui l’emporte dans la lutte des classes – dont l’existence est niée non seulement par des griots du capitalisme, mais aussi par certain-e-s altermondialistes africain-e-s.**

Cependant, il y a encore des membres de la classe moyenne qui ne partagent pas l’égocentrisme collectif de sa tranche dite émergente, avec sa condescendance à l’égard des pauvres (exploité-e-s et dépossédé-e-s) qui demeurent la majorité. Des membres actuel-le-s de la classe moyenne qui pensent que pour l’émancipation de l’Afrique, il faut être contre la « classe riche » des 5 % (indiqués par l’étude de la BAFD) ainsi que celles et ceux qui dans la classe moyenne contribuent avec zèle à la réalisation de leurs projets funestes tout en rêvant de devenir comme eux/elles, **passer du rang de petit-bourgeois à celui de grand bourgeois.** Il faut être du côté des actuel-le-s damnés de la terre (la grande majorité), **lutter, réfléchir, rêver et construire ensemble.**

Jean Nanga

Notes

[1] Edward N. Wolf (New York University), *The Middle Class : Losing Ground, Losing Wealth*, US2010, Discover America in a New Century, July 2013.

[2] Pour une critique synthétique de l’idéologie états-unienne de la société sans classes sociales, avant l’arrivée au pouvoir du néolibéral et cynique Ronald Reagan, cf. Andrew Zimbalist, « La disparité des salaires et des profits », *Le Monde diplomatique*, juillet 1976, p. 8-10.

[3] Louis Chauvel et Franz Schultheis, « Le sens d’une dénégation : L’oubli des classes sociales en Allemagne et en France », *Mouvements*, p. 17-26

[4] Mélanie Soiron-Fallut, « “La classe moyenne fonctionnaire au Gabon”. L’État comme valeur refuge », *Afrique contemporaine*, n° 244, 2012, p. 81-88.

[5] À titre de rappel, l’alors ministre de François Mitterrand et architecte de l’Europe libérale, Jacques Delors avait imposé aux Français-e-s, après les premiers mois d’euphorie ayant suivi l’arrivée, en 1981, de la « gauche » au gouvernement, et qui avait été alors ainsi résumée : « *Que les Français se serrent la ceinture pendant deux ans, ils se sentiront mieux après ! ... aussi ne parlera-t-on pas d’austérité mais de rigueur* », Alain Bihl, *La farce tranquille, Normalisation à la française*, numéro 138 du cahier mensuel (décembre 1986-janvier 1987) *Spartacus*, p. 31. Ce n’était qu’un début...

[6] La crise économique – de l’emploi surtout – dans le centre traditionnel du capitalisme a ralenti cette émigration, voire elle a favorisé un mouvement de retour au pays de celles et ceux qui étaient parti-e-s.

[7] Dans la taxinomie raciale sud-africaine, “Noir-e” ne renvoie pas qu’aux personnes à la peau dite noire.

[8] L. Berry Kurland, Sven Witthoef et Sebastian Kraus, « “Black Middle Class et classes moyennes en Afrique du Sud”. Une tentative de catégorisation », *Afrique contemporaine*, 2012/4, n° 244, (p.116-117), p. 117. Les auteurs précisent que « *la classe moyenne intermédiaire est composée en partie de la classe moyenne supérieure, comparable aux classes moyennes des pays en développement. À la fois classe “flottante” et “classe moyenne inférieure” comparée au reste de l’Afrique* ».

[9] Gabriel Kessler, « L’expérience de la paupérisation de la classe moyenne argentine », *Cultures & Conflits*, 35, 1999, <http://conflits.revues.org/173> ; Joel Kotkin, « The U.S. Middle Class is Turning Proletarian », *Forbes*, February 16, 2014, <http://www.forbes.com/sites/joelkotkin...>

[10] Jos Kuper, « Staying up », *City Press*, 1 July 2014, <http://www.citypress.co.za/columnis...> Cf. aussi, par exemple, à propos de la baisse du pouvoir d’achat, SAPA, « Many middle class South Africans to slide back into poverty », *ENCA*, 30 June 2014, <http://www.enca.com/spiraling-costs...>

[11] « *un système d’assurance sociale financé par les cotisations des salariés du secteur formel (et dans une moindre mesure du secteur informel) et par des subventions du gouvernement pour les personnes qui ne sont pas en mesure de cotiser [...] Il propose des prestations qui couvrent environ 95 % de l’ensemble des problèmes de santé signalés dans le pays. la participation a fortement augmenté, passant de 6,6 de la population en 2005 à 66,4 % en juin 2010. Ce chiffre est dû en grande partie aux travailleurs du secteur informel et aux personnes*

exonérées de cotisations (les personnes de moins de 18 ans et de plus de 70 ans, soit respectivement 29,5 % et 55 % des participants) » mais dans les faits « seule une petite partie des personnes les plus pauvres (2,3 %) est affiliée. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté étant d'environ 28 %, l'écart est considérable », Rapport européen sur le développement 2010, La protection sociale pour un développement inclusif, San Domenico di Fiesole, 2010, Centre Robert Schuman pour les études avancées, Institut universitaire européen, p. 86, <http://erd.eui.eu/>.

[12] Mario Pezzini, « Une classe moyenne émergente », L'Observateur OCDE, 2012, <http://www.observateurocde.org/news...> Cf. aussi, Eric Segueda, « Africa's middle class prospers, but at a price », DeutscheWelle, <http://www.dw.de/africas-middle-cla...>

[13] Kate Douglas, « Defining Africa's middle class : a Ghanaian perspective », How we made it in Africa, 28 August 2013, <http://www.howwemadeitinafrica.com/...>

[14] Organized Labour, « Protest Petition : High and Rising Cost of Living in Ghana », 24th July, 2014.

[15] Sylvester Bagooro et Kwesi W Obeng, « Occupy Flagstaff House : Wake up call for Ghana's democracy ? », Al Jazeera, 14 July 2014 (<http://www.aljazeera.com/indepth/op...>).

These might interest you:

No related posts.

Copyright © 2015 Global Research